



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

COMMUNIQUÉE DE PRESSE

BRISER LA CONSPIRATION DU SILENCE SUR LA GUINÉE

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) exprime sa vive préoccupation par rapport à la situation grave, chaotique et répressive qui sévit en Guinée Conakry dans l'indifférence générale de la communauté africaine et internationale.

En effet, suite à l'inculpation et à la mise sous contrôle judiciaire des personnes accusées de détournement de deniers publics en l'occurrence : **El hadji Fodé SOUMA** ancien Ministre de la Jeunesse et **Mamadou SYLLA** Président du Conseil National du Patronat de Guinée ; ces derniers ont été mis en prison à la maison d'arrêt et de correction de Coronthy. Le Président de République Lansana CONTE, s'est rendu en personne en prison pour les libérer en violation flagrante des dispositions constitutionnelles relatives aux principes de la séparation des pouvoirs en Guinée. Ce comportement irresponsable et scandaleux du chef de l'État guinéen relève purement et simplement de la forfaiture.

De là, la colère des organisations de la société civile, de la jeunesse guinéenne, des syndicats qui depuis le 10 Janvier 2007 sont entrés en grève illimitée pour exiger le rétablissement de l'ordre républicain et le retour en prison des personnalités précitées.

Suite à la répression sanglante de la manifestation du 12 juin 2006, qui avait fait plus de 20 morts et des blessés graves ; aujourd'hui encore le régime de Lansana Conté s'est lancé dans une répression aveugle de la société civile.

Au moment où nous allons mettre sous presse on tire de partout à Conakry.

La RADDHO :

1. **Condamne** la répression et la violation récurrente de l'état de droit et des droits humains de même que les restrictions fréquentes de liberté d'expression, d'opinion et de manifestation reconnue par l'article 9 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.
2. **Lance** un appel pressant au Président Lansana CONTE pour que dans un ultime élan et un sursaut patriotique qu'il se retire du pouvoir pour permettre l'organisation d'une transition démocratique, consensuelle issue d'un grand dialogue national. C'est la seule voie pour sortir la Guinée de l'impasse et sauver les pays de la sous région en cas de clash.
3. **Invite** enfin la CEDEAO, l'Union Africaine et l'ONU à faciliter le dialogue national et la sortie de crise en Guinée.

Il ne faut pas attendre que la Guinée brûle pour jouer les sapeurs pompiers comme cela a été le cas dans beaucoup de pays africains minés par les conflits armés.

Fait à Dakar, le 15 janvier 2006
Le Secréariat Général